

traire ayant pour ame le credit, unique source de la circulation & de l'abondance, acquité le Roi par la suppression des Impôts, & change en Bureau de prêt, la Caisse decreditée de ses emprunts. Si l'on vous avoit, Monsieur, proposé & expliqué ce Système avant qu'il fut seulement connu du public, je vous aurois cru obligé de l'approuver, je ne vous demande aujourd'hui que d'en juger par l'expérience, & d'en avoüer les effets. J'avoüe moi même que vous m'attaquez d'abord par une objection qui me touche, parce qu'elle vous regarde personnellement : tout vôtre bien consiste en rentes constituées, dont les remboursemens vous ont déjà été faits, ou vous seront faits dans la suite. Ces deux cas qui sont les mêmes dans vôtre esprit, sont très differens dans le mien ; car je n'ai rien à vous reprocher sur l'argent qui n'est pas encore entre vos mains ; mais pour celui dont vous avez été Maître, il ne tenoit qu'à vous de vous en faire des fortunes ; je ne dis pas en devinant les choses dès leur premiere origine, mais en voyant les gains immenses qui se sont faits d'un jour à l'autre. Mais remontons au principe general dans lequel même vous êtes encore à tems de trouver vôtre Conseil & vôtre ressource. Une des premieres Loix d'un Gouvernement qui roule sur le credit, & sur la circulation, est de ne laisser dans un Etat que les biens fonds & le Commerce, en regardant même les terres, non pas ainsi que les defians, comme une retraite ou un Port en cas de naufrage, mais comme une des sources du Commerce par les fruits qu'elles produisent.

Le bien de Constitution est directement opposé